

## **Commentaires de la FFB en réponse à la consultation de la Commission européenne relative au soutien financier en faveur du rendement énergétique dans les bâtiments**

La Fédération Française du Bâtiment représente 57.000 adhérents dont 42.000 entreprises de taille artisanale. Elle a pour vocation de rassembler les entreprises de Bâtiment de toutes tailles, afin de défendre efficacement les intérêts collectifs de la Profession.

### *(1) Remédier aux défaillances du marché*

*(a) Les obstacles recensés dans le présent document sont-ils les plus importants ? Si ce n'est pas le cas, quels obstacles n'ont pas été recensés et pourquoi sont-ils importants ?*

Parmi les obstacles recensés dans le document de consultation, il n'est pas fait mention de la difficulté, pour les entreprises, d'assurer les risques associés aux produits et procédés innovants. En effet, une entreprise de bâtiment qui souhaite utiliser un produit innovant ou garantir une performance à l'issue de la construction ou de la réhabilitation d'un immeuble pourra difficilement s'assurer contre les risques de défaut. L'offre des compagnies d'assurance en ce domaine est, à ce jour, restreinte. Ainsi, en France, seule une société d'assurance propose une police assurant la garantie de performance énergétique conventionnelle, et encore, cette offre est relativement limitée.

*(b) À quelles défaillances du marché faudrait-il remédier en priorité ? À quel niveau (de l'UE, national/régional/local) serait-il préférable de le faire ?*

Pour la FFB, le coût des travaux constitue le principal obstacle auxquels sont confrontés les ménages (propriétaires ou non) qui souhaitent renforcer l'efficacité énergétique de leur logement. En effet, l'amélioration de la performance énergétique d'un logement suppose d'engager des travaux importants qui permettront d'obtenir un impact global tant sur l'enveloppe que sur les équipements.

S'il est difficile de débloquer de tels montants, il n'est, de plus, pas certain que les dépenses engagées permettent une économie substantielle immédiate sur la facture énergétique, voire un retour sur investissement à court ou moyen terme.

Compte tenu du climat économique actuel et de la raréfaction des ressources financières, tous les niveaux de décision - européen, national, régional et local - doivent être mobilisés afin de permettre une mutualisation des moyens financiers en vue de soutenir les travaux d'efficacité énergétique.

*(c) Comment pourrait-on remédier au mieux à ces défaillances ? Par exemple, comment le changement d'attitude nécessaire à une adoption plus rapide de mesures écoénergétiques par la société pourrait-il être provoqué au niveau national ? Comment pourrait-on favoriser davantage le développement d'un marché des services énergétiques pour les ménages ? Que pourrait-on faire pour davantage sensibiliser à l'efficacité énergétique des bâtiments et la promouvoir ? Comment pourrait-on davantage aider les milieux professionnels (secteur du bâtiment, sociétés de services énergétiques, banques locales, etc.) à mettre en œuvre l'efficacité énergétique des bâtiments ? Comment le problème de motivation partagée pourrait-il être traité au mieux ?*

La FFB s'est d'ores et déjà engagée, depuis plusieurs années, à inciter et former les professionnels du bâtiment à s'investir dans l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Ainsi, après la mise en place du dispositif de formation FEEBAT (Formation aux économies d'énergie pour les

entrepreneurs et artisans du bâtiment) en 2008, la FFB a créé la marque « Pro de la performance énergétique » qui est devenue un signe de qualité indépendant et reconnu par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement français.

L'engagement de nombreux professionnels dans l'efficacité énergétique a nécessité un investissement financier non négligeable, notamment pour les PME et artisans, tant en termes de formation des salariés que de qualification de leur entreprise.

Il convient de poursuivre les efforts en termes d'accompagnement et d'incitation des entreprises à investir dans l'efficacité énergétique.

En parallèle, l'atteinte des objectifs passe par une politique ambitieuse de promotion et d'incitation à la rénovation énergétique des bâtiments, qu'ils soient publics ou privés. Ainsi, les objectifs contraignants, tels qu'initialement prévus dans la proposition de directive sur l'efficacité énergétique, doivent être maintenus.

## ***(2) Faciliter l'accès au financement***

*(a) Les actuels instruments financiers de l'UE en faveur de l'efficacité énergétique dans le bâtiment sont-ils efficaces ? Comment le recours à un financement de l'efficacité énergétique au niveau de l'UE (y compris dans le cadre de la politique de cohésion) pourrait-il être développé ? Dans ce contexte, quelle pourrait être, à l'avenir, la fonction d'instruments financiers gérés au niveau central de l'UE et complétant des instruments nationaux et régionaux ad hoc (créés, par exemple, grâce à une contribution au titre de la politique de cohésion) ?*

La FFB se félicite tout particulièrement de l'engagement de l'UE depuis 2009, via le Fonds européen de développement régional, dans le cofinancement des travaux d'amélioration énergétique des logements sociaux. En France, une telle initiative a eu un impact non négligeable, avec 97% des ressources engagées après deux ans de mise en œuvre, ce qui a représenté, d'après l'Union sociale pour l'habitat, près d'un milliards d'euros d'investissements, 15 000 emplois créés ou préservés et 50 000 foyers bénéficiaires.

De ce fait, la FFB applaudit la proposition de la Commission européenne d'élargir les possibilités de recours au FEDER pour des travaux de rénovation énergétique des logements sociaux à hauteur de 20% des fonds disponibles pour la prochaine programmation budgétaire.

La FFB espère vivement que cette mesure sera effectivement adoptée lors des discussions au Parlement et au Conseil.

Une telle mesure pourrait être élargie à d'autres bénéficiaires, tels que les copropriétés et syndicats privés. En effet, les travaux de rénovation thermique doivent être envisagés sur l'ensemble de l'enveloppe d'un immeuble. Or, le coût de tels travaux sont souvent décourageants pour les copropriétaires.

Le bénéfice d'un soutien financier de l'UE, géré et cofinancé par un organisme national, assurerait un effet de levier certain et encouragerait fortement les travaux d'efficacité énergétique dans les immeubles. De plus, afin d'éviter toute dilution des financements, seuls les bâtiments très déperditifs seraient éligibles, et sous condition d'amélioration validée par le saut d'un certain nombre de classes énergétiques ou par une amélioration substantielle de sa consommation énergétique conventionnelle.

*(b) Comment pourrait-on mobiliser davantage de fonds privés (provenant d'investisseurs institutionnels comme de propriétaires immobiliers) en faveur de projets écoénergétiques ? Dans ce contexte, quelle serait la fonction des fonds publics (au niveau de l'UE comme au niveau national) ? L'accès à une assistance technique (au développement de projet) constitue-t-il un problème et comment cet accès pourrait-il être fourni le plus efficacement au niveau national, régional et local ? Comment les systèmes de financement nationaux et de l'UE pourraient-ils être perfectionnés afin de mieux couvrir l'ensemble des segments de marché (bâtiments résidentiels, commerciaux, publics, etc.) ?*

*(c) Y a-t-il un besoin de systèmes de garantie concernant les investissements dans l'efficacité énergétique? Si c'est le cas, quels systèmes seraient nécessaires et comment devraient-ils être conçus? Y a-t-il un besoin de mécanismes facilitateurs (par exemple partage de risques, vecteurs d'investissement) ?*

*(d) Comment les moyens, les connaissances et la perception des risques concernant les investissements écoénergétiques pourraient-ils être développés dans les institutions financières ainsi que chez les investisseurs privés et dans les administrations à tous les niveaux ?*

*(e) Y a-t-il des exemples de bonnes pratiques au niveau national ou régional (étayés par des données sur les coûts et les avantages) qui pourraient être appliqués plus largement ?*

L'association Habitat et Développement propose, via un moteur de recherche, un recensement exhaustif des aides nationales, régionales, départementales et locales dédiées à l'habitat et, notamment, aux travaux de performance énergétique. Un tel outil est pratique pour permettre aux ménages d'identifier rapidement les dispositifs susceptibles de les accompagner pour l'acquisition et l'amélioration de leur habitat.

Lien : [http://www.habitatdeveloppement.fr/particuliers/index.cfm?cont=aide\\_habitat](http://www.habitatdeveloppement.fr/particuliers/index.cfm?cont=aide_habitat)

### ***(3) Renforcer le cadre réglementaire***

*(a) Y a-t-il un besoin de réglementation au niveau de l'UE, en plus de la nouvelle directive sur l'efficacité énergétique proposée par la Commission, pour promouvoir les investissements écoénergétiques dans le bâtiment ? Si c'est le cas, qu'est-ce que ces mesures devraient impliquer ?*

Dans le cadre des discussions en cours sur la directive sur l'efficacité énergétique, il est d'ores et déjà difficile d'aboutir à un consensus sur des objectifs contraignants en termes de rénovation des bâtiments, ceci notamment en raison des ressources financières restreintes des Etats membres.

De nouvelles réglementations visant à promouvoir des investissements écoénergétiques sont donc difficilement envisageables.

Toutefois, la FFB considère nécessaire, voire indispensable, d'aboutir à un consensus quant à la fixation d'objectifs chiffrés de réduction de la consommation énergétique des bâtiments existants publics et de mettre au regard les outils d'incitation adaptés. Outre l'impact reconnu de l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments dans l'atteinte des objectifs de réduction de la consommation énergétique finale de l'UE d'ici 2020, de tels travaux constituent des investissements de long terme.

*(b) Quelles pourraient être les mesures spécifiques à prendre au niveau national pour mettre en œuvre et compléter le plus efficacement le cadre réglementaire de l'UE en matière d'efficacité énergétique ?*

En France, les bâtiments doivent respecter de multiples réglementations touchant différents domaines, tels que l'accessibilité, la sécurité incendie, le risque sismique, les risques liés à la présence d'amiante, la qualité de l'air intérieur, etc. De plus, différentes réglementations ont été adoptées ces dernières années tant au niveau européen que national afin d'améliorer la performance énergétique des bâtiments, neufs essentiellement, et des équipements liés au bâtiment.

Or, toute nouvelle réglementation suppose une période d'adaptation et d'appropriation pour les entreprises de bâtiment. Il faut même rappeler que la refonte de la directive sur la performance énergétique des bâtiments est encore en cours de transposition au sein des Etats membres.

Pour la FFB, il convient de ne pas multiplier les contraintes réglementaires tant que les effets de l'empilement passé de réglementation n'auront pas été suffisamment « digérés » pour limiter les dérapages de coût. D'autant que toute nouvelle mesure constitue un coût supplémentaire à la charge du client final.

Toutefois, en vue d'une simplification et d'une meilleure lisibilité des dispositifs, les critères de performance technique exigés pour bénéficier d'une aide financière pourraient être harmonisés ou uniformisés au niveau européen ou national.

*(c) Quels sont les besoins spécifiques des diverses catégories de parties intéressées en matière d'orientations stratégiques et de sensibilisation ?*

Pour les entreprises de bâtiment, la FFB considère qu'il faut privilégier l'accompagnement des entreprises au travers de la formation et de la qualification pour une meilleure appréhension de la réglementation applicable.

Pour les propriétaires de bâtiments, une fois sensibilisés à l'intérêt de l'efficacité énergétique, seuls des instruments financiers aptes à fournir un effet de levier les encourageront à engager des travaux de rénovation énergétique.

Quels que soient les dispositifs (garanties ou soutiens financiers, assistance technique, etc.) qui seront déployés, l'atteinte des objectifs en matière d'efficacité énergétique ne pourra être envisagée que dans la mesure où une politique pérenne aura été mise en place. La structuration et le développement d'une filière dédiée s'appuie nécessairement sur des règles et des aides stables. Le meilleur moyen d'y parvenir est de créer les conditions d'un développement durable de ce marché, donc de filières de formation, de recueils de bonnes pratiques, etc.